

*Le budget*

Donc, en termes de relance économique ou de reprise économique, notre Budget—et j'ai admis tout à l'heure qu'il était impossible de satisfaire tous et chacun—mais dans le domaine de la stimulation et de la reprise économique, je pense qu'on peut être fiers, compte tenu des circonstances, de ce qui a été déposé.

[Traduction]

**M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord):** Monsieur le Président, j'aimerais poser une question très brève à la députée de Bourassa. Cette question est liée au fait que moi et de nombreux autres députés sommes conscients de la réalité fiscale de notre pays. Il n'en demeure pas moins que certains choix sont plus faciles à faire que d'autres.

Je me demande pourquoi le gouvernement, dans son budget, a choisi de ne pas tenir compte du sort des 400 000 jeunes en chômage et des milliers d'autres qui doivent compter sur l'assistance sociale.

Le gouvernement a raté une autre occasion d'élaborer une stratégie nationale de formation, compte tenu des problèmes que nous éprouvons. Encore une fois, nous avons bloqué l'artère principale de l'avenir du Canada.

• (1620)

Je me demande si la députée peut m'expliquer pourquoi son gouvernement a de nouveau choisi de priver les jeunes de possibilités auxquelles ceux-ci ont légitimement droit.

[Français]

**Mme Gibeau:** Monsieur le Président, j'aimerais rappeler à mon collègue qu'il y a des programmes gouvernementaux qui existent et qu'au niveau de la formation,—et quand on parle des jeunes, on parle de l'éducation—l'éducation ne s'applique pas de la même façon dans toutes les provinces. Il y a des provinces où la juridiction en matière d'éducation est strictement réservée aux provinces et cela doit être très respecté.

De plus, nous avons un programme qui s'appelle *L'initiative: l'école avant tout*, par lequel on a tout fait pour mettre en oeuvre des programmes pour inciter les jeunes décrocheurs à demeurer à l'école de façon à se bâtir des compétences pour être capables de remplir les postes qui sont présentement disponibles au Canada, mais pour lesquels certains jeunes qui ont choisi de quitter l'école ne seront pas qualifiés dans un avenir prochain.

J'encourage mon collègue à faire en sorte qu'il appuie et qu'il encourage les jeunes de son comté, comme j'essaie de le faire dans le mien, à leur dire de demeurer aux études pour qu'ils puissent s'assurer de pouvoir atteindre les compétences et les connaissances requises pour com-

bler les postes qui sont disponibles ou qui vont le devenir bientôt.

**M. Vincent Della Noce (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État du Canada et du ministre du Multiculturalisme et de la Citoyenneté):** Merci, monsieur le Président, et je remercie aussi mon whip qui m'a donné l'occasion aujourd'hui de prendre la parole en cette Chambre. Cela n'était pas prévu, et je l'ai presque exigé de façon un peu brutale.

Cela est très important, car quand on parle de finances et quand on parle de Budget, on parle de jobs. Quand on parle de jobs, on parle de syndicats; puis quand on parle de syndicats, on parle de certaines choses qui pourraient se passer, que je pourrais qualifier, dans ma «religion», de «pas trop catholiques».

Aujourd'hui, étant donné que l'on parle d'emplois et de finances, monsieur le Président, dans ma région qui est Laval rive nord, on parle d'un aéroport qui s'appelle Mirabel. À Mirabel, il y a beaucoup d'activités grâce à cet aéroport. Quand on parle de finances, il y a beaucoup de dollars et beaucoup de taxes. Aujourd'hui, je dois me lever, même si j'ai demandé à mon whip un débat d'urgence à ce sujet, mais je veux en profiter aujourd'hui pour en parler.

J'aimerais mettre ici sur la table certaines choses dans le dossier de Mirabel, National, lock-out, syndicats, syndicat de la Fonction publique, FTQ Montréal. Je vais tous les mettre dans un paquet.

Comme tous les députés du Québec, nous avons eu la surprise d'apprendre qu'il y a beaucoup de syndiqués qui sont en lock-out présentement, malheureusement, en lock-out sans emploi. . .

[Traduction]

**M. John Nunziata (York—Sud—Weston):** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je suis conscient de l'importance des questions soulevées par le député, mais celles-ci n'ont guère à voir avec le débat d'aujourd'hui.

Nous sommes ici pour discuter du budget fédéral et non pas d'une question qui touche sa circonscription en particulier et qui a trait à l'aéroport de Mirabel.

**M. Phillip Edmonston (Chambly):** J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Ce n'est pas un rappel au Règlement. Le député peut discuter de n'importe quel aspect du budget. Telle est la règle à la Chambre.

Il est possible que certains députés ne soient pas ici depuis assez longtemps pour connaître cette règle. Vous pouvez discuter d'autres questions et non pas seulement des dispositions fiscales renfermées dans le budget.